

CIBLE

CAPRICE

I l y a tout de même des indignations - sinon des claques - qui se perdent !

Voici peu de semaines, M. Giscard d'Estaing annonça froidement que, s'il était élu président de la République en 1995, il démissionnerait au bout de cinq ans même si la question du quinquennat n'était pas tranchée. On enregistra le fait, sans s'étonner plus avant.

Pourtant, il y a de quoi. Voici un ancien chef d'État, qui décide, arbitrairement que l'article constitutionnel qui dispose que le président EST élu pour sept ans n'a plus qu'une valeur indicative, variable selon la conjoncture et contingente aux personnes. C'est là un acte proprement subversif de la loi fondamentale du pays, une décision arbitraire qui ouvre sur le n'importe quoi. D'autres mandats pourraient aussi être réduits, pour convenances personnelles, jusqu'au point où l'État sera réduit à une sorte de libre-service.

Ne cherchons plus où est la crise du politique : dans la tête des élites supposées, que le peuple français aura avantage à mettre à la retraite. Sans limitation de durée.

BICENTENAIRE

Faut-il fêter



la République ?

Risque

La dérive de l'écologie

(p. 9)

Entretien

Le fanatisme dans l'Histoire

(p. 6/7)

M 2242 - 587 - 15,00 F



Les visiteurs du soir

Mise ainsi en exergue, la remarque peut sembler outrancièrement théorique, ou par trop sibylline. Elle correspond pourtant à une expérience banale, puisque nous la répétons chaque semaine sous la forme du dialogue (nos « Mercredis » parisiens), chaque quinzaine sous la forme de l'écrit (notre journal), avec des vérifications annuelles (ou presque) qui s'intuient colloques.

Qu'est-ce à dire ? Tout simplement, qu'un regard extérieur est toujours plus éclairant que le sien propre, que la présence d'autrui est indispensable à notre propre existence. Ce sont là de très anciennes vérités, que nous avons redécouvertes dans la douleur : dans l'univers militant, le repli sur soi est une tentation permanente, et celui qui n'appartient pas à la tribu est immédiatement perçu comme une menace potentielle. Briser cette logique de l'enfermement prend du temps, maintenir la porte ouverte exige une vigilance de tous les instants : on sait bien que les visiteurs dérangent toujours quelque peu l'ordre des choses ou le bel étalage des raisons.

Nous avons quant à nous choisi le dérangement permanent : notre mouvement est le seul qui organise de manière systématique ses réu-

C'est en écoutant ceux qui sont extérieurs à notre tradition politique que nous apprécions celle-ci à sa juste valeur...

nions autour de personnalités qui ne partagent pas ses engagements - ou qui appartiennent à des traditions contraires.

Au début de notre existence, ces invitations furent lancées pour le plaisir de la confrontation et sans doute aussi dans une intention conquérante. Puis nous nous sommes aperçus que nous apprenions beaucoup plus que la dialectique avec des adversaires devenus des éveilleurs - sans qu'ils nous concèdent quoi que ce soit, sans que nous perdions rien de nos convictions. Au contraire, ces convictions passées au fil de la critique gagnaient à la fois en solidité et en finesse.

Elles y gagnent encore. J'en veux pour preuve l'intervention de Gérard Miller aux « mercredis de la NAR ». Ancien gauchiste, notre invité n'est assurément pas de notre tradition et son regard psychanalytique renforce sa situation d'extériorité. D'où l'importance de sa réflexion, toute entière ordonnée autour du symbolique, c'est à dire de ce qui fait lien. N'ayant pas pris de notes, je dirai seulement ce que

j'en ai personnellement retenu et qui nous touche à plusieurs titres :

- d'abord, le retour inquiétant au pulsionnel en politique et dans le spectacle télévisé. On se souvient du démagogue notoire qui disait « tout haut » ce que les gens pensaient « tout bas » : J.-M. Le Pen cherchait, cherche encore, à confondre la représentation politique et l'expression des émotions, à « brancher » directement le pouvoir politique sur les pulsions violentes. Faire sauter toutes les médiations : sous couvert de traditionalisme, l'opération est manifestement subversive.

- ensuite, la mode non moins inquiétante des « reality show » et des nouveaux jeux télévisés qui, là encore, nous font vivre ou revivre un rapport direct au sang, à l'argent - là encore immédiat, c'est à dire sans les médiations, sans la complexité qui définit la civilisation.

- enfin, et par conséquent, la nécessité de redonner de la force à la symbolique sociale et politique. A cet égard, la symbolique royale joue un rôle important, dans les monar-

chies comme dans les républiques : encore faut-il que reines, rois, princesses et princesses remplissent pleinement leur rôle symbolique et acceptent de sacrifier une part d'elle-même - la part privée. C'est bien cette nécessité d'« en faire son deuil » qui nous touche chez lady Diana, princesse malheureuse parce que déchirée entre ses sentiments personnels et sa fonction publique...

Cette réflexion résumée à grands traits permet-elle de mieux comprendre le problème auquel sont confrontés les royalistes français ? Sans aucun doute : la légitimité politique suppose une constante action légitimante (le service rendu) qui commence par le sacrifice intime, par le deuil de soi-même qu'évoquait Gérard Miller. Comment prouver que l'on s'est mis au service d'autrui si l'on ne pense qu'à soi ? Il est possible que l'amour des peuples pour les rois, souvent jugé naïf ou aliénant, soit la reconnaissance et la compensation du « deuil » qu'ils s'imposent. Mais si tel est le cas, les princes qui veulent tout avoir sans rien donner d'eux-mêmes ne sauraient s'étonner : sans sacrifice, point d'amour, ni même de respect.

Sylvie FERNOY

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500 F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :
Adresse :

Profession : Date de naissance :
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Les visiteurs du soir - p.3 : Crises en stock - p.4 : GAAT : le blues - p.5 : Coup de jeu pour l'oncle Sam - p.6/7 : « Le Glaive et le Fléau » p.8 : Panorama de l'anarchie - Les surhommes au cerveau mou - p.9 : Quel ordre écologique ? - p.10 : Les « affaires » des frères Turgot - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : L'étrange anniversaire.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

Crises en stock

La déroute annoncée du Parti socialiste n'est qu'un symptôme de la crise de l'ensemble de la représentation politique et sociale. Très inquiétant...

Le parti socialiste avait annoncé depuis deux ans sa défaite aux législatives. Elle est quasiment acquise. Soucieux de perfection dans l'acte, le même parti est en train d'organiser sa déroute.

Mais comment, me direz-vous, organiser une déroute qui est par définition toujours désordonnée ? La méthode est complexe, mais l'effet semble garanti : prenez un premier ministre qui a pour seul souci de remettre aux vainqueurs les clés d'une maison bien rangée. Ajoutez des ministres qui démissionnent pour se réfugier au Sénat (J.-M. Rausch, M. Charasse), d'autres qui gèrent au jour le jour, d'autres encore qui sont tétanisés... Additionnez le nombre de députés socialistes qui ne se représentent pas (J.-M. Belorgey, E. Cresson, J. Poperen...) et dont le nombre augmente de semaine en semaine. N'oubliez pas non plus les militants rentrés chez eux, fatigués, écoeurés, et aussi, dans l'appareil, les haines qui mijotent à petit feu. Vous avez déjà sous les yeux les éléments internes de la déroute.

Passons aux éléments externes. D'abord les sondages, tenus pour vérité scientifique et qui ont un pouvoir multiplicateur de panique. Ensuite les grands médias, qui s'intéressent moins à l'information qu'à la culture de la rumeur et à la mise en scène du mensonge. Rumeur : c'est France 2 qui « ouvre le 20 heures » sur le prétendu malaise du président de la République au sommet de Birmingham - au mépris de la déontologie du journalisme. Mensonge : c'est TFI qui présente un entretien complètement fallacieux avec une chômeuse et qui refuse de s'excuser. Ajoutez les affaires de corruption et les spéculations ignobles sur la maladie du président de la Républi-

que et vous aurez une première note d'ambiance de la campagne à venir. J'allais oublier : pas de campagne sans alliances. Or le Parti socialiste

libéral de 1986 qui avait au moins l'avantage de flotter dans l'air du temps) et elle ne présente pas d'hommes neufs ;

- la destruction du débat politique se fait au bénéfice d'aventuriers (de Le Pen à de Villiers), de groupes de pression (les Chasseurs



◆ Souvenirs... souvenirs...

se trouve face à des Verts qui sont prêts à passer des accords tous azimuts (ainsi avec Gérard Longuet en Lorraine) et qui, de toute manière, ne sont pas des partenaires fiables. Et ce n'est pas Jean-Pierre Soisson, personnage discrédité depuis les régionales, qui sauvera la gauche.

Nous en sommes là, et nous n'avons sans doute pas tout vu quant aux désertions et aux trahisons qui accompagnent les déroutes. Faut-il dire tant pis, ou tant mieux ? Plutôt que de jouer les moralistes ou les revanchards, il faut examiner l'ensemble de la situation politique et réfléchir à ce qui suit :

- la domination écrasante d'un camp n'est jamais une bonne chose : ce qui était vrai en 1981 avec la gauche ne le sera pas moins en 1993 avec la droite ;
- la victoire attendue de la droite n'est pas une victoire souhaitée : l'actuelle opposition n'a pas de projet (contrairement au programme

et Pêcheurs) et de groupes sectoriels (les Verts) qui constituent autant de négations - certes discordantes - de la politique en tant que telle.

A cette crise de la représentation politique, il faut ajouter plusieurs autres facteurs déstabilisants : la crise identitaire qui secoue l'Italie et la Belgique et qui présente quelques risques de contagion ; mais surtout le discrédit des classes dirigeantes sur fond de crise de l'emploi et de mollesse économique ; enfin cette atmosphère de curée que l'on ressent partout.

Une mutation politique et sociale s'annonce, mais elle se heurte à l'absence de projet : pour la droite comme pour la gauche, la situation est dangereuse, peut-être explosive, en tous cas non contrôlée. Avant de se réjouir des malheurs de l'autre, les chefs des différents partis devraient s'inquiéter.

Annette DELRANCK

Lys Rouge
Revue trimestrielle
BELGIQUE
Quel avenir pour la monarchie ?
Symbole et Histoire
Religion et Révolution
Une civilisation ne s'autodétruit pas.
L'Ordre du Saint-Esprit

SOMMAIRE du N° 46

◆ Editorial : Lys rouge ?

DOSSIER BELGIQUE

- ✓ Statut et attributions du Roi des Belges
- ✓ Les méandres de la succession
- ✓ Discours du Roi : la Belgique et l'Europe

◆ Monarchies étrangères : revue de presse (Roumanie, Yougoslavie)

◆ Révolution et religion : une civilisation ne s'autodétruit pas

◆ Uchronie : Varennes, le roi est libre !

◆ Anarchisme : Vive le son d'explosion !

◆ Aspects historiques et symbolique de la création de l'ordre du Saint-Esprit

Bulletin de commande ou d'abonnement à retourner à "Royaliste"

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 46 du Lys Rouge (25 F franco).

☐ s'abonne au Lys Rouge pour 4 numéros (60 F) à partir du n° 46.

Règlement à l'ordre de "Royaliste"

GATT : le blues

La phase de négociations qui s'est déroulée à Bruxelles à la mi-octobre 1992, dans le cadre du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce qui régit tant bien que mal 80% du commerce international) a donné lieu à une nouvelle passe d'arme, à fleurets mouchetés, entre négociateurs américains et européens. L'objectif officiellement affiché de part et d'autre était de mettre un terme à l'« Uruguay round » qui n'a que trop duré, puisqu'il a débuté en 1986 à Punta del Este, et d'obtenir sa ratification par l'ensemble des 108 pays signataires.

En fait, sous couvert de banales tractations, il s'agissait pour les États-Unis d'asseoir leur domination sur la production agricole mondiale et pour la CEE qui négociait au nom des douze, de poursuivre sa reconquête du marché mondial du blé (1) et de s'imposer sur le marché européen du soja. Les pourparlers se sont terminés sans qu'aucun accord ne soit signé et, les délégations ayant promis de se revoir prochainement mais sans fixer de date précise, la conclusion de l'Uruguay round est reporté *sine die*.

L'enjeu, pourtant, était de taille, tant sur le plan commercial, que diplomatique ou politique. Comme nous l'écrivions, ici même en avril dernier (2), la situation de quasi monopole dans laquelle se seraient trouvés les producteurs américains s'ils avaient pu imposer leurs vues, leur aurait permis d'augmenter les prix, de placer les pays pauvres dans un état de dépendance accrue et d'anéantir la politique agricole commune (PAC) : en un mot de faire la loi sur un marché qui s'il ne représente que 12% du commerce mondial, n'en est pas moins stratégique par les bouleversements qu'il pourrait provoquer dans le secteur de l'agro-alimentaire et, demain, dans le domaine énergétique (or vert).

Georges Bush, en situation diffi-

Devant la détermination française, les Américains ont claqué la porte des négociations de Bruxelles. Mais les Européens s'inquiètent maintenant des éventuelles mesures de rétorsion de la part des États-Unis.



cile dans la course à la Maison blanche, avait intérêt pour rallier les suffrages des agriculteurs à faire plier les Européens dont les intérêts divergent dans cette affaire. Ses représentants ont donc joué avec beaucoup de finesse en tablant sur les probables désaccords de leurs adversaires. Avant que les négociations ne débutent ils avaient placé la barre très haut. Pour parvenir à leur fin, ils souhaitent obtenir des Européens une diminution de 24% en volume de leurs exportations de céréales subventionnées (essentiellement blé et maïs) ainsi qu'une réduction de leur production d'oléagineux (soja, colza, tournesol) de 13 à 7 millions de tonnes.

La France, premier producteur et exportateur européen de produits agricoles et deuxième exportateur mondial de blé après les États-Unis, a déjà à faire face au mécontentement de ses paysans pour avoir

de Luxembourg qui permet à un pays membres de la CEE dont les « intérêts vitaux » sont mis en cause, d'utiliser son veto et de s'opposer, ainsi, à une décision communautaire. Il s'en est donc fallu de peu qu'un accord soit signé.

Deux leçons peuvent être tirées de ces péripéties. Tout d'abord, les Européens sont restés soudés. Il est vrai que les menaces brandies par les représentants français ont largement contribué à cette solidarité. Ensuite, contrairement à ce que l'on pouvait craindre, Maastricht n'a pas consacré les abandons de souveraineté ; démonstration a été faite que certains garde-fous existent, comme le compromis de Luxembourg, dont il faudra savoir user.

Une inquiétude demeure cependant. En effet, même si la France a obtenu gain de cause à Bruxelles, c'est sur elle que repose l'échec des négociations et c'est elle qui risque de jouer le rôle de bouc émissaire lors des prochaines phases. Les États-Unis, aussi intransigants, sont adroitement parvenus, par leurs propositions, à se forger une image plus conciliante. Le GATT, malgré les reproches que l'on peut lui adresser, a quand même pour but d'éviter les politiques de repli, ce qui n'est pas négligeable en temps de crise. De plus, l'« Uruguay round » dans la mesure où il a notamment pour objectif d'étendre ses règles aux services et à la propriété intellectuelle, hors accords jusqu'à présent, est plus ambitieux que les sept cycles qui l'ont précédé. Il conviendrait, après six ans de négociations, de trouver une solution. La France saura-t-elle débloquer la situation sans pour autant renoncer à ses principes ? Réponse au prochain épisode.

Patrice LE ROUÉ

(1) La part de la CEE dans les exportations de blé, notamment, est passée de 6% en 1970 à 20% aujourd'hui.

(2) Cf. l'article de Philippe Villaret dans *Royaliste* n° 577.

Elections

Coup de jeune pour l'oncle Sam

L'élection présidentielle de 1992 est la première qui se soit jouée en dehors des grandes mythologies de l'Amérique des « valeurs ». Elle s'est au contraire voulue une reconnaissance du déclin historique des États-Unis.

Celui-ci était évident déjà en 1988. Mais les électorats sont conservateurs. Les tendances de fond d'une société mettent du temps à trouver leur expression politique. De puissants amortisseurs freinent les grandes évolutions économiques et sociales. Il aura fallu d'abord aménager une sortie en douceur du reaganisme avant de pouvoir envisager une entrée également « soft » dans une nouvelle ère démocrate.

Ces tendances avaient provoqué en 1988 une fluctuation au profit du candidat démocrate de l'ordre de 2,7%, le déplacement de voix serait cette fois d'au moins 5%.

En quatre ans, le besoin qui avait été qualifié de « perestroïka » à l'américaine a subi l'accélération qui avait aussi dépassé en Russie Gorbatchev. Mais surtout il a trouvé une expression politique grâce au recentrage qu'a parachevé le parti démocrate. Celui-ci est passé de la coalition arc-en-ciel de 1984, fédérant les minorités à une sorte de gauche en 1988 pour aujourd'hui franchement incarner le centre, la classe moyenne, avec un soutien croissant des milieux d'affaires.

Ce recentrage est idéologique si tant est que le mot ait un sens dans le pragmatisme voire l'opportunisme ambiant. Foin des attaques contre Wall Street et le grand capital comme à l'inverse on ne chante plus le péan du libéralisme à tous crins. L'oeuvre maîtresse du principal conseiller économique de Clinton, le professeur Robert Reich, de Harvard, publiée l'an dernier s'intitule : « *La tâche des nations : se préparer au capitalisme du XXI^e siècle* » ; tout un programme.

Ce recentrage est aussi historique

et accessoirement géographique. Plus jeune président des États-Unis depuis John Kennedy (46 contre 43 ans), Bill Clinton est surtout le premier président à n'avoir servi dans aucune guerre. On le lui a assez reproché pour le Viêt-nam, mais tous les autres présidents y compris Kennedy avaient bâti leur

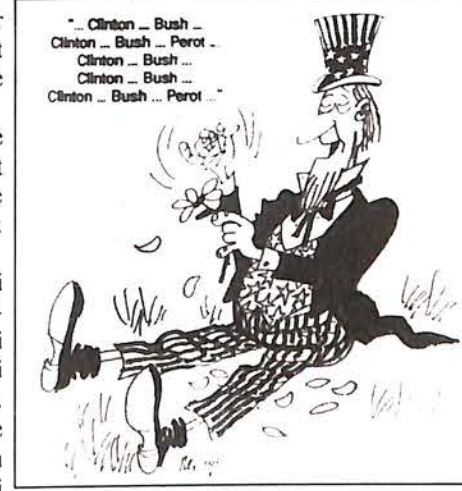


image autour de leur rôle dans la seconde guerre mondiale. Cette fois c'est fini et cela n'a pas constitué un handicap.

Clinton est encore le premier à avoir survécu à l'inquisition sexuelle des moralistes puritains yankees, qui auparavant avaient disqualifié tous les jeunes espoirs du parti. L'appel aux « valeurs familiales » (sic) a échoué autant que celui au patriotisme (resic). Bien que sudiste, Clinton n'appartient pas au milieu baptiste ou évangélique qui a si longtemps imprégné la vie politique américaine. Le recul des télé-évangélistes était déjà perceptible aux élections de 1988. En ce sens, il n'est pas un nouveau Carter mais se rapproche plutôt de la grande révolution culturelle de l'élection de John Kennedy. A son âge, il est un

produit typique des années soixante, ce qui signifie que l'on saute une génération.

Le choix de son colistier dans la même région géographique que lui, avec un profil aussi ressemblant que possible, est également la première infraction à la grande règle de l'équilibre qui veut que le candidat à la vice-présidence complète géographiquement et personnellement le candidat à la présidence. Clinton a ainsi fait le pari que l'on peut être élu président en étant purement et simplement un homme du Sud, ce que ne pouvait pas se permettre un immigré du type du précédent candidat démocrate, Dukakis, lequel en revanche participait à ce titre encore des vieilles mythologies du *melting-pot*. Au total, c'est à une remise en cause générale du modèle dit « anglo-saxon » que l'on assiste avec cette élection. En ce sens, elle pourrait même aller plus loin que celle de 1960 !

La signification de l'élection l'emporte à l'évidence sur la qualité de l'homme pris en soi. C'est toute la valeur des institutions d'incarnement au-delà des hommes les grands mouvements de la société. Si l'on rapporte cela à notre propre situation de ce côté de l'Atlantique, il convient de se demander non pas si tel ou tel de nos quadragénaires ferait ou non l'affaire mais d'abord où en est l'évolution des tendances profondes de notre société. On prend trop souvent le problème par le côté opposé. Ensuite les années soixante n'ont pas le même sens chez nous qu'aux États-Unis. Il en va de même de la « génération 68 ».

De la réponse à ces questions va dépendre le nouvel entendement entre l'Amérique et notre vieille Europe. Comme en 1960, par comparaison, notre politique européenne va prendre un coup de vieux. A nous de relever le gant, à commencer par une redéfinition de l'alliance atlantique pour laquelle une nouvelle chance s'offre. Ce n'est vraiment pas le moment de reconsidérer notre présence à tel ou tel comité alors que c'est la conception de l'ensemble qui va être revue. Autant l'ère Kennedy marqua la fin de l'après-guerre, autant l'élection du 3 novembre 1992 scelle définitivement la fin de la guerre froide et du monde des blocs militaro-stratégiques voire même au-delà de toute stratégie globale fondée sur la guerre et les armées.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **GRANDE-BRETAGNE :** L'Europe est à l'honneur dans le calendrier de la reine d'Angleterre pour 1992. Après le Parlement de Strasbourg en mai, et Paris en juin, Elisabeth vient d'effectuer une visite d'Etat en Allemagne, la première depuis la réunification. Alors que le climat s'est quelque peu détérioré entre les deux pays ces derniers temps pour des raisons monétaires, la souveraine britannique s'est efforcée de renforcer les liens d'amitié dès son premier discours devant le président Richard von Weizsäcker : *« Comme tous les amis intimes, nous ne voyons pas toujours les choses de la même façon, mais comme des amis, nous devrions faire en sorte que nos querelles ne obscurcissent pas nos relations. Nous aurions trop à perdre à permettre cela ».*

♦ **GÉORGIE** : Dans un entretien accordé au quotidien espagnol *ABC*, le président du parlement géorgien, Edouard Chevardnadze n'a pas exclu une restauration monarchique dans les prochaines trois années, « en fonction de la stabilité du pays ». « Des milliers de fois, j'ai dit qu'en elle-même l'idée de la monarchie est excellente. Mais je ne crois pas qu'aujourd'hui, dans la situation difficile que nous vivons, ce soit le moment le plus adéquat de nous focaliser sur cette question qui devra être étudiée par la nouvelle Constitution. Nous devons prendre en compte les différences entre tous les partis qui soutiennent les différents prétendants au trône. Quand on aura stabilisé la situation du pays, nous aborderons cette question importante... Le modèle espagnol me plaît personnellement beaucoup ainsi que le rôle joué par le roi Juan Carlos. C'est un très bon exemple. La présence d'un roi comme lui ne limite d'aucune manière la démocratie ni les libertés... ».

♦ **BULGARIE** : Le roi Siméon II de Bulgarie et la reine Margarita ont entamé dimanche 18 octobre une visite officielle en Hongrie à l'invitation du Métropolite de l'Eglise bulgare d'Occident et de l'Association bulgare de Hongrie. Devant les sept mille Bulgares de Budapest, le roi Siméon a appelé au « dialogue cordial au sein de l'Eglise bulgare entre les autorités religieuses de Sofia et le Métropolite Mihail de Vienne », rencontre historique que le souverain en exil a rendu possible par sa seule présence. L'occasion pour le roi Siméon de lancer un nouvel appel au dialogue entre les différentes communautés religieuses, insistant sur « l'héritage commun bulgare, pètri de judaïsme, de christianisme et d'islam ».

♦ **ROUMANIE** : Dans un entretien accordé au magazine espagnol *Tribuna*, le roi Michel I^{er} de Roumanie s'attarde longuement sur les questions des droits des minorités, rappelant notamment le rôle qu'il avait joué pendant la seconde guerre mondiale pour sauver la communauté juive roumaine : « *pendant la guerre, le grand rabbin de Roumanie, Alexandre Safran, me révéla la « solution finale » d'Hitler. Alors, j'ai ordonné le rapatriement des juifs originaires des territoires sous contrôle roumain. Ce fut d'autant plus difficile qu'Adolf Eichmann était en Roumanie. L'armée roumaine fut celle qui m'aide en cette occasion, de telle manière qu'aucun juif roumain n'alla en camp de concentration* ». Et le roi de développer l'idée qu'un roi, à l'Est, ne pourrait rester confiné dans un rôle purement honorifique, tant il lui faut maintenir le dialogue entre toutes les communautés nationales. « *La monarchie est la solution aux conflits ethniques de mon pays. Pour moi, les juifs, comme les Hongrois, les Turcs, les Tartares, les Gitans, les Allemands... sont des citoyens roumains. Les droits de tous sont garantis par la constitution de 1923 qui fut un document très libéral pour son époque* ».

Dominique Colas

« Le Glaive et le Fléau »

● **Royaliste** : A travers l'histoire du fanatisme, vous avez entrepris une recherche sur le thème de la « société civile ». Pourquoi ?

Dominique Colas : J'ai été conduit par deux mouvements très différents : d'abord une sorte d'agressivité à l'égard de journalistes, d'hommes politiques et parfois de collègues qui utilisaient l'expression « société civile ». Les uns et les autres employaient l'expression en une multitude de sens discordants, mais cela permettait des effets rhétoriques faciles - avec comme point culminant « l'ouverture » à cette fameuse société civile lors de la constitution du gouvernement Rocard. Vous vous souvenez de cette emphase sur le renouveau de la politique française grâce à cette ouverture sur la société civile dont Bernard Tapie est un des représentants. Quant à la littérature sur le sujet, elle attribuait la paternité de l'expression à Bossuet, alors que j'avais l'impression que l'évêque de Meaux n'était ni un fabricant de concepts, ni un producteur de nouvelles terminologies politiques.

D'où mon second mouvement. J'ai entrepris une enquête à partir d'une intuition relativement simple - à savoir que le terme « société civile » me paraissait être une des tractions possibles d'une formule d'Aristote - *koinonía politike* - que l'on trouve dans sa *Politique* et que l'on pourrait traduire par « association politique », par « communauté politique » ou encore par « État » puisque Aristote nous dit que la *koinonía politike* peut aussi bien être appelée *polis* (la cité). D'ailleurs, les traductions d'Aristote au 19^e siècle donnent pour synonyme la société civile et l'État...

Il y a donc un premier sujet d'étonnement : alors qu'on oppose aujourd'hui la société civile et l'État, la tradition de la philosophie politique d'Aristote à Hegel donne la société civile pour synonyme de la société politique. Poursuivant ma

recherche, j'ai dépouillé les traductions d'Aristote en latin puis en langue vulgaire : la « *societas civilis* » arrive dans l'Europe de la Renaissance comme traduction d'Aristote en latin cicéronien, avec une signification civique très accentuée : la société civile est une communauté organisée autour d'un certain nombre de droits dont disposent les individus, et ces individus ont un certain nombre d'obligations - surtout celle d'être civilisés. En outre, lisant tous les commentateurs de la *Politique* d'Aristote, j'ai été amené à lire le principal disciple de Luther, Melancthon, qui a joué un rôle très important dans la vie intellectuelle de l'Allemagne. Ceci parce que Melancthon est un traducteur systématique d'ouvrages et un diffuseur de grands textes de l'Antiquité, notamment de Cicéron : plus humaniste que Luther, il fait apparaître le lien entre l'esprit de la Renaissance et l'esprit du protestantisme ; c'est en quelque sorte un Érasme qui aurait rejoint la Réforme. Or Melancthon utilise « *societas civilis* » dans une polémique contre les fanatiques. Ces fanatiques, il les définit comme des individus qui veulent supprimer l'intervalle qui existe entre la cité de Dieu et la cité terrestre.

● **Royaliste** : Qui sont ces fanatiques ?

D. Colas : Ce sont surtout les Anabaptistes qui forment alors un mouvement violent, millénariste, révolutionnaire, qui entendait détruire la société civile pour instaurer ici et maintenant le royaume de Dieu. C'est contre cette « extrême-gauche » de la Réforme que Luther et son disciple Melancthon ont théorisé une défense de la légitimité de la société civile : pour eux, le royaume de Dieu n'est pas de ce monde ; cela signifie que l'autorité politique est légitime, de même que l'institution familiale, cela signifie que le droit des magistrats est fondé, de même que le droit de

propriété. Au passage, je rappelle que Engels a fait l'éloge des Anabaptistes et que Marx s'est lui-même posé comme le nouveau Luther, mais un Luther qui mènerait la révolution jusqu'au bout.

Mais Luther n'est pas le petit bourgeois timoré décrit par Engels. Dans le très vieux débat sur la cité de Dieu et la cité terrestre, qui nous vient de Saint Augustin, Luther tranche très violemment puisqu'il récuse l'Eglise comme représentante de la cité de Dieu sur terre : la Rome des papes est assimilée à Babylone et, dans les premiers temps de la Réforme, il fait explicitement campagne pour la destruction de la « putain babylonienne ». C'est dans la dynamique complexe de ce mouvement violent qu'apparaît ce que j'appelle pour aller vite une ultra-gauche - un courant extrémiste qui va préconiser la destruction physique de ce que Luther supprimait métaphoriquement. Ces extrémistes détruisent les images

saintes, arrachent les moines des couvents pour qu'ils se marient, etc.

Comme souvent dans les mouvements révolutionnaires, le chef de la révolution se retourne contre les éléments les plus dynamiques pour dénoncer leurs excès. Ainsi, Luther réagit contre les fanatiques de la Réforme en mettant sur le même plan la défense des images et la défense de la société civile. En quelque sorte, ce que Luther et Melancthon ont dénoncé comme fanatiques, ce sont des iconoclastes de la société civile.

● **Royaliste** : Comment s'explique ce rapprochement ?

D. Colas : La question des images est très importante puisqu'elle est à la jointure de l'ancien et du nouveau Testament. Il y a un lien entre les théories de l'Eucharistie et le statut qui est accordé à la société civile, ce que souligne très clairement Luther. Les fanatiques sont à

la fois hostiles aux images et hostiles à l'autorité politique, ils sont pour la réalisation immédiate du royaume de Dieu sur terre et considèrent que toute médiation est à abolir - en particulier l'Eucharistie lorsqu'elle est décrite en termes de substance car c'est un obstacle à la relation directe qu'ils veulent avoir avec Dieu. Contre l'extrémisme iconoclaste, Luther et Melancthon défendent l'idée d'un intervalle entre le royaume de Dieu et la société civile, d'une distance qu'on ne peut abolir, toute destruction des médiations relevant d'une incompréhension de l'économie du Salut : les extrémistes croient qu'ils peuvent opérer par eux-mêmes et par des oeuvres leur salut. En outre, il y a chez Luther un pessimisme anthropologique très fort, qui fait que l'existence d'un pouvoir politique organisé est lié au mal qui est dans le cœur de l'homme : c'est l'ignorance de l'intensité du mal qui fait croire qu'on pourrait se passer d'un pouvoir politique. D'où la guerre contre les Paysans, qui visaient une transformation sociale radicale, et qui font peser selon Luther une menace d'anarchie généralisée : il n'y a pas de pire crime que la rébellion contre l'autorité, fût-elle injuste. La conception luthérienne de l'État est celle que l'on retrouvera au 20^e siècle dans la fameuse définition de Max Weber : l'État est l'institution qui détient le monopole de la violence légitime sur un territoire donné. Pour Luther, s'il n'y a pas cette confiscation de la violence par une autorité légitime, l'humanité risque de disparaître car il n'y aura aucune limite à la violence des hommes entre eux. Nous avons là un thème central chez Hobbes : la guerre de tous contre tous oblige à l'existence d'une autorité politique, qui représente un droit naturel pour tous les hommes.

● **Royaliste** : Quelle fut la posture du luthérianisme ?

D. Colas : La problématique luthérienne se retrouve chez Calvin et elle joue un rôle très important dans l'histoire de la monarchie française, puis dans celle de la République. Quant au thème de la société civile, il se situe après Luther dans une nouvelle problématique : de Hobbes à Rousseau, le terme « société civile » (au sens de société politique) est utilisé en opposition à l'état de nature.

C'est Hegel qui oppose la société civile à l'État - mais pour Hegel c'est l'État qui rend possible la société civile, qui est la sphère de la satisfaction du besoin par le travail, le lieu de l'économie. Mais cette société civile ne peut exister par le seul jeu des agents économiques : il lui faut des dispositifs juridico-politiques - des corporations, des ordres, des règles d'organisation qui permettent d'échapper à une atomisation sociale qui conduirait à la guerre de tous contre tous. En somme, pour Hegel, l'État de droit est le concept régulateur de la société civile.

Quant à Marx, il renverse la

BIBLIOGRAPHIE

« *Le Glaive et le Fléau, généalogie du fanatisme et de la société civile* » - Ed. Grasset 1992 - prix franco 150 F.

Dominique Colas a déjà publié :

« *Le léninisme. Philosophie et sociologie politique du léninisme* » - P.U.F. 1982.

« *Textes constitutionnels soviétiques* » - P.U.F. Que-sais-je ? - 1987.

« *Lénine et le léninisme* » - P.U.F. Que-sais-je ? - 1987.

Ont également été publiés sous sa direction des ouvrages collectifs : « *L'État de droit* », « *L'État et les corporations* », « *Droit. Institution et systèmes politiques. Mélanges en l'honneur de Maurice Duverger* », « *Citoyenneté et nationalité. Perspectives en France et au Québec* ».

perspective hégélienne pour faire jouer à la société civile le rôle de fondement social. Ce qui a changé entre Luther et Marx, c'est l'économie politique : la société civile s'entend de plus comme une société organisée par des rapports économiques. Marx a pris le parti de l'insurrection de la société civile contre l'État, le parti de l'économie contre la politique en affirmant que c'est l'économie qui conditionne la politique. Ce faisant, il se place du côté de la cité terrestre contre la cité de Dieu car pour lui le rapport entre l'État et la société civile est le même que le rapport entre le Ciel et la Terre. Le projet de Marx consiste, par un athéisme radical, à détruire l'État - car l'État c'est Dieu ; l'État est pour lui une illusion, une représentation dont la fonction est de maintenir un ordre insupportable par la mystification qu'il opère.

● **Royaliste** : La question de la représentation est donc décisive...

D. Colas : Oui. Il y a chez Marx, plus qu'une critique de l'État politique, une critique de la représentation : en elle-même, quelle qu'elle soit religieuse, politique, fétichiste avec la monnaie, la représentation est mauvaise. Toute distance est à abolir, toute médiation est à proscrire. C'est en ce sens que le totalitarisme s'inscrit dans la démarche marxiste. Le refus de la médiation en tant que telle conduit à l'affirmation léniniste selon laquelle la politique est un déploiement de la force. Donc la vérité de la politique c'est la guerre. Dès lors, le but même de l'action politique est la terreur de masse comme je l'avais montré dans un précédent ouvrage sur Lénine.

Pour conclure, il y a eu chez Hegel une construction du rapport entre société civile et État de droit qui permet d'éviter cette tentation de l'immédiateté que l'on voit resurgir de façon récurrente dans l'histoire politique occidentale. C'est pourquoi je regrette qu'on comprenne aujourd'hui la société civile en termes économiques, en gommant le fait que, dans l'histoire du concept, la société civile ait été le lieu d'expression des vertus civiques.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR



♦ Martin Luther théorise une défense de la légitimité de la société civile.

Employée à tort et à travers, l'expression « société civile » a refléuri récemment dans le discours politique. Philosophe et professeur de sciences politiques, Dominique Colas en retraçant la « généalogie du fanatisme et de la société civile » règle son compte à cette manie dans son dernier ouvrage « Le Glaive et le fléau ».

Panorama de l'anarchie

L'ouvrage de Jean Maitron, « Ravachol et les anarchistes » qui vient d'être réédité (1), nous raconte à l'aide de documents et de témoignages de première main quelques uns des épisodes les plus marquants de l'histoire des anarchistes français.

Jean Maitron a consacré sa vie à réunir et à étudier les archives des mouvements ouvriers français ; sans lui et le « Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français » (2), ceux qu'il appelait « les oubliés de l'histoire » le seraient définitivement.

Parallèlement, il fit des recherches sur le mouvement anarchiste en France ; en portent témoignages une thèse d'Etat (3) - dont le directeur fut Pierre Renouvin qui soutint Maitron face à une Université plus que méfiante à son égard - et le livre, objet de cet article.

De ce livre, Jean Maitron nous avertit qu'il n'est qu'un recueil de « coups de projecteurs limités mais essentiels » sur le phénomène anarchiste. Pour éclairer son propos, le mieux nous paraît de suivre le plan de l'ouvrage.

Le procès de la Cour d'Assises de la Seine en 1891 en constitue le premier épisode. A la suite d'une bagarre qui avait opposé, le 1er mai précédent, forces de l'ordre et anarchistes, ceux-ci se voient condamner à des peines sévères. Ce procès devait déclencher l'action de Ravachol dont « les Mémoires » constituent le deuxième chapitre. Maitron rappelle que, bien que discuté dans les milieux anarchistes mêmes, Ravachol devint pour certains « une sorte de Christ violent » qui ouvrit l'ère des attentats anarchistes.

Vient ensuite le procès d'Emile Henry, 22 ans, le « benjamin de l'anarchie » impliqué dans divers attentats sanglants. Sa conviction et son calme devant la mort bouleversèrent Maurice Barrès qui écrivit le lendemain de son exécution dans le « Journal » : « Dans une crise où il faudrait de hautes intelligences et des hommes de cœur, le politicien et le bourreau n'apportent que des expédients ».

Le chapitre suivant nous parle du compagnon Tortelier et de sa « marotte ». Marotte qui est la

grève générale, expression nouvelle pour une idée que l'on rencontre déjà lors de la Révolution française. Tortelier y adjoignait l'abstention électorale. Cette idée de grève générale « devait être la grande préoccupation des anarchistes » en cette fin de siècle. Leur entrée dans le mouvement syndical en fut la conséquence logique.

Jusqu'en 1906, les anarchistes devaient occuper une place importante dans le mouvement syndical ; le congrès d'Amiens tenu par la C.G.T. à cette date devait marquer le divorce entre les anarchistes qui considéraient « le syndicalisme comme un moyen parmi d'autres » et les syndicalistes révolutionnaires qui créent à ce moment le mouvement ouvrier français ; mouvement dans lequel beaucoup d'anarchistes ne retrouveront pas leurs aspirations quant à un changement radical de société.

Jean Maitron souligne la cassure qui s'opère dans les années 1906 et 1907 entre les groupes syndicaux et les meilleurs des militants ; cassure dont « le mouvement anarchiste ne se relèvera jamais ».

Dans sa conclusion, l'auteur rappelle certaines dates qui, depuis 1914, marquent des actions solitaires et des mouvements collectifs ; autant d'événements qui sont l'illustration de la mort de l'anarchie telle que l'avaient conçue « ceux qui défiaient la Société au pied de la guillotine ». L'esprit, lui, n'est pas mort et Maitron nous fait entrevoir une résurgence de l'anarchie par les derniers mots d'un livre qui, par ailleurs, donne envie de mieux faire connaissance avec son auteur : « L'Anarchie est morte. Vive l'anarchie ! ».

Pierre LIMOUSI

(1) Folio histoire, prix franco 50 F.

(2) Dirigé et réalisé par Jean Maitron, avec la collaboration de dizaines de collaborateurs. (Les Editions Ouvrières, plus de trente volumes déjà publiés).

(3) Histoire du Mouvement anarchiste en France (1880-1914), Paris 1951 ; réédité par Gallimard dans la collection Tel en 1992.

Les surhommes au cerveau mou

Encore un livre sur l'extrême-droite ! me direz-vous. Et en apparence, vous n'aurez pas tort. Mais en apparence seulement. Car si le sujet a été souvent traité, ce n'a pas toujours été avec la rigueur et la vigueur de René Monzat.

Avec ses « Enquêtes sur la droite extrême », René Monzat nous convie à un bien inquiétant voyage. Et ce n'est sans doute pas trop s'avancer que d'écrire que nul ne terminera la lecture de cet ouvrage sans en être profondément ébranlé. Des livres sur l'extrême-droite : il y en a eu beaucoup. La pérennité du Front National, les émeutes xénophobes en Allemagne, les succès des Ligues italiennes (anti-italiennes), tout cela semble avoir suscité une génération spontanée d'investigateurs plus ou moins bien inspirés. Trois coupures de presse, un ou deux entretiens paresseux, quelques amalgames faciles et une bonne poignée de poncifs éculés, voici que s'ajoute sur un rayon déjà bien rempli, la « ixième » dénonciation des méfaits imputables à l'extrême-droite. La faille ? On ne combat pas la démagogie par la démagogie, et à dénoncer approximativement, on conforte durablement.

L'ouvrage de René Monzat, pour un peu que l'on ne lui fasse pas dire autre chose que ce qu'il dit, se distingue brillamment de toute cette logorrhée bien-pensante (mais mal-pensée). Les enquêtes sont ici limitées aux branches les plus actives de l'extrême-droite européenne, et ce qui pourrait passer a priori pour une faiblesse se révèle en fait une force : en évitant l'éparpillement, on cerne ainsi la quintessence du droitisme contemporain. La documentation est solide, actuelle (on ne va pas déterrer quelques vieilles déclarations), et émane bien souvent des acteurs eux-mêmes (ce qu'ils disent, ce qu'ils écrivent, et ce n'est pas toujours la même chose). Une écriture alerte assure une lecture soutenue. L'ensemble est difficilement résumable.

René Monzat décrit, il ne juge pas. Et l'effet produit est irrésistible. Défile sous nos yeux une nébuleuse de dingues pas très doux : des nostalgiques plus ou moins avoués (plutôt plus que moins) du III^e Reich, manipulés par des services secrets emportés dans la spirale du délire paranoïaque ; des intellectuels en quête de respectabilité, qui n'hésitent pas à présider des guignolades druidico-nazifiantes ; des étudiants très comme il faut, qui se transforment en mercenaires par goût de l'action pour l'action. Le tout semble plus relever de la pathologie que de la politique, ou plutôt de l'inscription politique d'une pathologie. D'ailleurs, n'est-ce pas le propre de tous les extrémismes ?

En incise, on remarquera que les maurrassiens échappent presque totalement à ce jeu de massacre, comme si le maurrassisme avait joué, au sein de l'extrême-droite, un rôle très efficace de garde-fou (il y aurait une recherche à mener sur ce thème).

Le livre de René Monzat est un livre fort, mais il ne dit pas tout. Reste à évaluer l'influence réelle de ce courant politique, sans succomber à l'illusion du complot.

Patrick PIERRAN

René Monzat - « Enquêtes sur la droite extrême » - Le Monde éditions, 340 p. - Prix franco 125 F.

René Monzat a également signé, avec Jean-Yves Camus, « Les Droites nationales et radicales », un ouvrage de facture plus classique, de type catalogue. Presses Universitaires de Lyon, 528 p. - Prix franco 135 F.

Aidez-nous,
en vous
abonnant !

Quel ordre écologique ?

Gérard Leclerc.



C'est un bel étang tranquille de la Creuse, dans une nature heureusement préservée. Les baignades sont interdites, mais c'est si tentant quand il fait chaud, avec des enfants qui échappent ainsi aux concentrations des plages balisées. Attention, on n'arrache pas les nénuphars - c'est l'autorité paternelle qui parle. Mais voici l'écologiste qui surgit de son camping-car où il s'est établi depuis plusieurs jours. Il n'est pas content et le fait savoir. Comment lui donner tort ? On est soi-même si satisfait de ce petit coin de paradis qu'on n'est pas disposé à le saccager. Entendons-nous : on en est pas là. Mais le défenseur de la nature, dont la longue barbe et l'habit pastoral signifient le non acquiescement aux normes établies, ne peut s'empêcher de dire tout ce qu'il a sur le cœur. Les enfants n'ont rien à faire ici où la nature est reine. Ce sont des empêcheurs de vivre en paix, la parabole miniature en somme d'une planète en grand danger d'être submergée par la fourmilière humaine. Je n'invente rien. Le choix est clairement posé entre la nature et les enfants.

S'il s'agissait de la position d'un original, jouant l'histoire du bon sauvage, je n'aurais pas éprouvé le besoin de rapporter ce fait vécu. Mais il se trouve que les mêmes affirmations et les mêmes phobies sont désormais exprimées par des « autorités » qui ont toutes les faveurs des médias et de l'opinion. « Il faut que les êtres humains soient moins nombreux si l'on veut conserver une plus grande multiplicité d'espèces végétales et animales » (1). C'est signé Eugène Drewermann, ce « théologien » qui fait fureur en Allemagne et milite très activement aux côtés des « Grünen ».

Il fut, il y a quelques mois la coqueluche de journaux français qui se voulaient branchés. Plutôt que d'un théologien, il s'agit d'un mythologue, fasciné par la religion de l'ancienne Egypte, qui s'éloigne quoiqu'il dise, de plus en plus des certitudes fortes de la pensée judéo-chrétienne. D'ailleurs, il s'en prend explicitement à l'anthropocentrisme chrétien, devenu scientifiquement caduc depuis que Galilée a découvert que la terre n'était pas le centre de l'univers ! Faut-il rapprocher de cette thématique, certaines déclarations affolées du commandant Cousteau dénonçant le fléau de la surpopulation ? Je le crains, car si on peut appeler à une sagesse régulatrice des naissances, il est un certain ton pour dénoncer la démographie galopante qui est plus que révélatrice d'une philosophie qu'on pourrait qualifier de « postanthropocentrique ».

Le risque totalitaire

C'est dire combien le dernier essai de Luc Ferry sur « le nouvel ordre écologique » (2) a trouvé en moi un lecteur plus que bien disposé, passionné, et qui acquiesce de plus à une grande partie de son analyse et de ses conclusions. Mon accord est, en particulier total sur les termes mêmes de son épilogue « nationalisme et cosmopolitisme » qui constitue un prodige d'équilibre et de raison, au delà des trompeuses antinomies : « Rien ne nous oblige à choisir entre deux horizons intellectuels que l'idée de nation peut et doit aujourd'hui retrouver un sens... Il faut donc, non pas renoncer au nationalisme au profit d'une bipolarité du local et de l'international, mais articuler les trois niveaux ». Dans cette perspective, le bien fondé d'un écologisme ne saurait être nié, à condition qu'il s'insère dans un cadre démocratique et ne soit pas livré à une dérive subversive du droit dont les symptômes actuels sont plus qu'alarmants.

Sur ce point, Luc Ferry rejoint d'ailleurs Bertrand Renouvin dans son dernier livre (3) qui explique longuement le risque d'un écologisme totalisant où la nature est fantasmée en havre vierge propice au bonheur,

avec cet inconvénient majeur que l'homme s'expose à en être évacué comme un fatal gêneur. Il s'agit là du point le plus important, parce qu'il remet en cause les principes de ce que l'écologie profonde (c'est-à-dire le plus totalisant et le plus philosophiquement élaboré) appelle, pour le dénoncer, l'anthropocentrisme. Les pages de Luc Ferry sur le sujet sont décisives : « L'humanisme ne serait pas le remède à la crise du monde industriel moderne, mais, véritable péché originel, il en constituerait plutôt la cause première et maléfique ». Cette récusation implique un déplacement philosophique et éthique redoutable, parce que l'homme au bout du compte n'est plus le centre de référence. Mais il s'efface au profit d'une nature qui devient sujet de droit. L'impératif écologique va bien au-delà d'une politique qui pourrait être rationnelle en faveur de l'environnement, il vise à dénier, selon l'expression de Bill Devall, « les modèles de pensée conventionnels dans l'Occident moderne et d'y proposer une alternative ». Est-il excessif dès lors d'affirmer que cette écologie profonde « plonge certaines de ses racines dans le nazisme et pousse ses branches jusque dans les sphères les plus extrêmes du gauchisme actuel » ?

La nature : objet ou sujet ?

Ce genre de soupçon blessera sans doute bien des militants insoupçonnables. Mais il s'agit d'être rigoureux, en allant jusqu'au bout des conséquences de ce qu'on nie et de ce qu'on affirme. La nature peut-elle être transformée d'objet en sujet, sans que l'homme jusqu'ici unique sujet de droit en souffre ? Le précédent du national-socialisme devrait quand même donner à réfléchir, sans traiter de nazis les écologistes. Car, il y a eu incontestablement une législation hitlérienne en faveur de l'environnement et pour la protection des animaux. La question qui se pose alors est de comprendre pourquoi cet amour des animaux n'entraînait pas forcément celui de tous les hommes. N'y avait-il pas au point de départ une sorte de refus d'admettre le saut, l'arrachement qui sépare les uns des autres, en admettant ainsi un propre de l'homme ?

C'est une affaire éminemment grave que je retrouve chez Drewermann, notre mythologue, qui s'acharne à réduire - dans une démarche quasi nietzschéenne - la distance entre l'homme et l'animal : « Une seule chose est sûre : en l'état actuel de l'évolution, nous sommes bien plus près des animaux que du pressentiment de l'humain que nous portons déjà en nous ». Dans cet évolutionnisme forcené, tout n'est qu'une question d'étape et la présente n'est rien par rapport à celles qui nous attendent. Nous sommes plus près de ce qu'est l'animal que de ce que sera demain l'homme ? Concluez : il n'y a pas lieu de rester enfermé dans notre anthropocentrisme qui se doit d'éclater. Et nous retrouvons « l'éthique égyptienne » qui « accorde à l'animal le droit d'accuser l'être humain ». A quand le retour de ces procès médiévaux qu'évoque Luc Ferry, à ceci près que de plaignants contre les animaux, les hommes deviennent des accusés ? Je sais bien qu'il y a un mystère de l'animal que je respecte - et les souffrances infligées aux bêtes m'attristent. J'aime bien le bon poète Francis Jammes et aussi notre cher Jean de La Fontaine et derrière eux Saint François. Mais le fabuliste ami du règne animal ne déraisonnait pas, sachant ou pressentant ce qui nous relie et ce qui nous éloigne. L'affaire est philosophique, mais plus encore théologique. Et ce théologien n'a, me semble-t-il, rien à voir avec celui contre lequel Luc Ferry rompt, un peu facilement des lances...

Gérard LECLERC

(1) Eugène Drewermann - « De l'immortalité des animaux » - Le Cerf - Prix franco 75 F.

(2) Luc Ferry - « Le nouvel ordre écologique - L'arbre, l'animal et l'homme » - Ed. Grasset - Prix franco 130 F.

(3) Bertrand Renouvin - « L'Amour discret de la patrie » - Ramsay - Prix franco 125 F.

Les « affaires » des frères Turgot

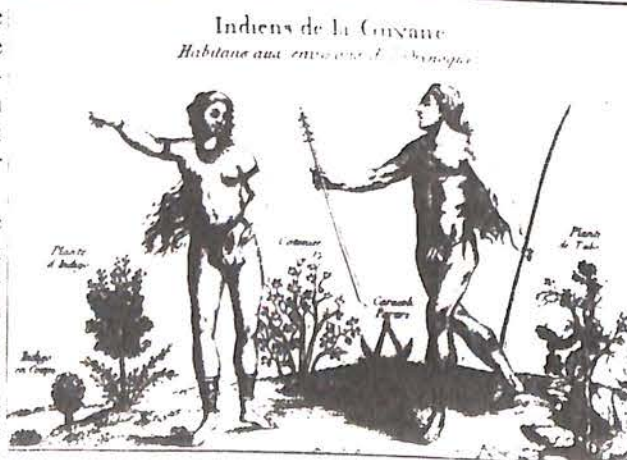
Aux irrévérencieux qui se demandent, avec Pierre Gaxotte, « si la haute réputation de Turgot, comme administrateur, n'est pas fondée sur la disparition de ses papiers tout autant que sur les louanges de ses amis », le livre de Jacques Michel fournit une réponse accablante pour le surintendant.

Car un dossier au moins n'a pas disparu et, même expurgé de pièces-maîtresses et étouffé dès l'époque par le secret d'État le plus sévère, il jette encore des flammèches. Le plus grand scandale d'affairisme colonial au XVIII^e siècle a pour auteur le chevalier Etienne-François Turgot ; mais il est clair, au vu des pièces fournies par Jacques Michel, qu'il ne s'y lança et ne s'en tira si longtemps impuni que grâce à l'active complicité de son illustre frère Anne-Robert, intendant du Limousin et surintendant des Finances canonisé par les historiens.

Sous Choiseul, en fin de règne de Louis XV, était né un projet de colonisation systématique de la Cayenne, inspiré aussi bien de considérations géostratégiques en rapport avec la politique américaine que d'une pure utopie philosophique : les « réductions » jésuites paraguayennes servaient d'exemples à la création de sociétés nouvelles, que le génie humain saurait prémunir contre les vices du monde ancien. Les promoteurs de l'entreprise sur le terrain, Accaron, Bombarde, Chanvalon et Préfontaine trouvèrent en France l'appui politique qui leur manquait en la personne du chevalier Turgot.

Dès janvier 1763, un « groupe de réflexion », auquel se joignait de temps en temps l'intendant du Limousin, tirait les enseignements des premières tentatives pour faire venir de Malte et sous couvert d'une commanderie de l'Ordre (dont Turgot était chevalier non-

profès), des familles d'immigrants méditerranéens. Ensuite, ce furent des Canadiens français de la colonie perdue en 1760, puis, le Roi refusant de dépeupler la France, on pensa tirer des « hôpitaux » les enfants trouvés de 16 à 25 ans, puis les bâtards et les délinquants pour les « réinsérer », enfin, échappant à ces moyens scabreux, il fut fait appel aux populations allemandes avides de s'installer outremer.



A partir de Strasbourg, entre 1762 et 65, plus de 8.000 personnes traversèrent le royaume avec enfants, argent, armes et bagages, vers Rochefort qui était le port d'embarquement vers ce nouveau Pérou. Parqués dans les entrepôts ou expédiés par milliers dans une colonie encore en chantier, ces colons eurent pour la plupart une fin pitoyable. Malgré l'important budget dégagé par l'État sous l'influence du « lobby » turgotiste, et en dépit des efforts d'aménagement spectaculaires dans la colonie, on s'aperçut bientôt que l'empirisme de la « table rase » était impuissant à gouverner la mer, les côtes hostiles, les fièvres récurrentes,

et surtout la honteuse gabegie du chevalier Turgot, gouverneur en titre qui n'avait pas encore mis le pied sur le territoire mais s'était largement payé sur la bête.

Quand il s'y rendit, ce fut pour accabler les hommes de terrain, saboter ce qui tenait encore de leur ouvrage, et les ramener en France comme des criminels et des escrocs. Condamné en secret, par une procédure administrative ignominieuse, Chanvalon dut moisir dix ans dans sa geôle du Mont-Saint-Michel. A l'avènement de Louis XVI, le soleil du nouveau surintendant balaya jusque dans l'antichambre du roi toute ombre qui aurait pu se poser sur son frère, mais ne put empêcher

Sartine, revenu à la Marine, de reprendre le dossier et de substituer le coupable à l'innocent. Une impudique intervention de Turgot auprès du roi fut, le 12 mai 1776, l'occasion réelle de sa brusque révocation.

Les collusion politico-financières, le gras clientélisme et l'arbitraire administratif qui accompagnent tout du long cette affaire n'ont rien pour désorienter le lecteur moderne. Par contre, on assiste à l'effondrement d'un mythe que jacobins et « libéraux » entretiennent jusqu'à nos jours. Si Turgot frère était, comme finit par le confesser amèrement Choiseul « un fol et un fripon en même temps », pourquoi ne pas entendre ce que le fin abbé Galiani écrivait le 17 septembre 1774 à Mme d'Épinay : « M. Turgot est promu contrôleur général. Il restera trop peu longtemps pour exécuter son système : son administration des Finances ressemblera à la Cayenne de son frère ».

Luc de GOUSTINE

Jacques MICHEL - « La Guyane sous l'Ancien Régime, le désastre de Kourou et ses scandaleuses suites judiciaires » - Chemins de la Mémoire, L'Harmattan - Prix franco 125 F.

Les rendez-vous de la NAR en Anjou

LES RENCONTRES DU JEUDI

Tous les jeudis, rendez-vous est donné à tous les amis du journal et du mouvement. On vient « quand on peut, quand on veut ». Ce n'est pas une réunion militante (même si on peut y aborder des questions très sérieuses) mais une rencontre pour mieux se connaître, dans un café fort sympathique qui sait réunir une clientèle aussi diverse que détendue.

Une ambiance qui ne porte pas au pessimisme. Venez vous ne le regretterez pas !

Tous les jeudis à partir de 12h00 environ au Café du Jour, 13 rue Bodinier (2^e rue à droite, en descendant la rue de la Roë) à Angers.

Autant que possible prévenez de votre venue au 41.48.95.03., ce petit restaurant attirant beaucoup de monde.

LA RÉUNION MENSUELLE DE LA NAR-ANGEVINE

Il s'agit de travailler ensemble à faire avancer le projet royaliste. Autour de deux thèmes majeurs : le rôle de la France dans l'avenir du continent européen et réconcilier les Français avec la politique. La NAR angevine doit parvenir à occuper une place originale dans la vie politique du département. En 1992/93, nous avons à formuler notre projet, à trouver l'organisation adaptée et les moyens dont elle aura besoin, à inventer un mode d'existence politique pertinent (et impertinent !).

JOURNÉE ROYALISTE DU 12 DÉCEMBRE

Montrer que les royalistes existent et qu'ils sont pleinement de leur temps. Une série de tables rondes animées par des invités appartenant ou non à la mouvance royaliste, devra le démontrer. Cette journée alliera à la fois le débat historique, la réflexion politique et la détente. Ce pourrait être notre réunion annuelle. En 1992, nous en expérimenterons la formule. Retenez donc ce rendez-vous.

Pour tous renseignements concernant les activités de la NAR en Anjou, prenez contact avec Nicolas Lucas, B.P. 2141, 49021 Angers cedex 02 ou téléphonez au 41.48.95.03.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription « Royaliste ». Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

ABONNEMENTS INVENDUS

Souscrivez à un « abonnement invendus ». Vous recevrez tous les quinze jours cinq ou dix exemplaires du numéro précédent de *Royaliste* pour les diffuser autour de vous et faire ainsi connaître notre journal.

Tarif pour six mois : pour 5 ex. : 84 F - pour 10 ex. : 163 F.

Envoyez votre participation à la souscription
C.C.P. ROYALISTE 18.104.06 N Paris

PHOTOS

Notre service librairie dispose de différents modèles de photos de la Famille de France.

Sont disponibles en portrait : le comte de Paris, la comtesse de Paris, le comte de Clermont, le duc de Vendôme.

Sont disponibles en groupe : le comte de Paris entouré de ses deux petit-fils, Jean et Eudes (Amboise, septembre 1987), le comte de Paris avec le comte de Clermont (Chantilly, septembre 1990), le comte et la comtesse de Paris (Dreux, juillet 1992)

Ces photos existent en trois for-

ÉPINGLETTES

Nous disposons de différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 34 F pièce (franco de port).

- Buste de Louis XVI - 23 mm de haut
- Buste de Marie-Antoinette - 23 mm de haut
- Fleur de lys - 17 mm de haut
- Double coeur vendéen - 24 mm de haut.

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● Mercredi 4 novembre - Faut-il brûler Gabriel MATZNEFF ? Abandonnant pour une fois la publication de ses fameux carnets intimes, Gabriel Matzneff renoue avec le roman et vient de faire paraître « Les lèvres menteuses ». Ce roman d'amour à la trame policière explore avec une acuité qui fascine la psychologie d'une menteuse et d'un jaloux. Quand le mensonge et la jalousie possèdent deux amants, l'enfer ouvre ses portes.

● Mercredi 11 novembre - Pas de réunion.

● Mercredi 18 novembre - Sur-tout, ne vous laissez pas impressionner par l'intitulé du sujet ! Cette « Mort de la mort du sujet » dont nous entretiendra le philosophe Jean-Luc MARION nous permettra de comprendre les enjeux intellectuels des vingt dernières années (dominées par le thème de la « mort du sujet ») et de mieux discerner la nature des nouveaux débats philosophiques - qui ne sont pas sans conséquences sur les évolutions politiques. Cela en compagnie d'un professeur qui n'est pas seulement savant, mais toujours limpide dans ses explications.

INVITATIONS POUR LES MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « mercredis de la N.A.R. », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Regroupant par thèmes des articles de *Royaliste*, voici une série de petits dossiers fort utiles pour les propagandistes. Sont déjà parus :

♦ Immigration et citoyenneté

♦ Éducation

♦ La Corse

ainsi qu'une brochure « La N.A.R. en textes » rassemblant tout les textes votés par les Congrès de la N.A.R. de 1982 à 1991.

Tous ces documents se présentent sous la forme de brochures 21x29,7 d'une vingtaine de pages et sont vendus au prix unitaire de 14 F franco.

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

Code/Ville :

commande :

☐ Immigration, Citoyenneté

☐ La Corse

☐ Éducation

☐ La N.A.R. en textes

et verse x 14 F soit F

à l'ordre de Royaliste, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

L'étrange anniversaire

Un anniversaire... Quel anniversaire ? Souvenez-vous, que diable ! 1792. Septembre. Le 21. L'anniversaire de Valmy ? Non, c'est la veille que Kellermann battit les Prussiens : dernière victoire française avant l'abolition de la monarchie... Vous y êtes, le 21 septembre 1792, la Convention proclamait la République et, deux siècles plus tard, c'est comme s'il ne s'était rien passé. Pas de célébration officielle, et des commémorations si timides que peu de Français les ont remarquées : quelques émissions, quelques colloques, quelques livres composant pour quelques uns des évocations tout aussi remarquables par leur densité que par leur discrétion. Etrange anniversaire qui a été célébré en douce lors des fêtes du bicentenaire de 1789 qui se sont terminées, souvenez-vous, par les cérémonies de Valmy.

PAQUET FESTIF

Pourquoi ce bouclage hâtif, ce jeu avec les dates, ce « paquet festif » - d'ailleurs bien ficelé - qui ne retenait de la Révolution française que les événements relatifs ... à la période monarchique ? Deux explications viennent à l'esprit. D'une part on a voulu, à juste titre, célébrer en 1989 les Droits de l'Homme qui sont le principal acquis de la Révolution française et l'enjeu de cette fin de siècle. D'autre part, la séquence Bastille-Constituante-Déclaration-Valmy célébrée en une seule fois permettait de ne pas aborder la part sombre de la période révolutionnaire qui commence en 1792. Fêter la proclamation de la première République, c'est inmanquablement réveiller les souvenirs tragiques - ceux de la guerre en Europe et de la guerre civile en France, de la dictature et de la Terreur, de l'échec final un certain 18 Brumaire. Imagine-t-on, par exemple, la glorification du procès et de l'exécution de Louis XVI dans un pays qui

a le souci de l'État de droit et qui a aboli, voici onze ans, la peine de mort ? D'où l'heureuse discrétion des politiques, qui laissent toute la place aux philosophes et aux historiens.

De fait, la première République est bel est bien devenue un moment historique dans lequel nous ne sommes plus impliqués de manière passionnelle - ce qui redouble sans doute le sentiment d'étrangeté de ce non-anniversaire. Le temps a passé, que voulez-vous ! N'en déplaise à Jean-



Pierre Chevènement, les poses jacobines-héroïques font sourire. Et les menues gesticulations « contre-révolutionnaires » ne soulèvent pas plus d'émotion. D'ailleurs, il y aurait une recherche fort instructive à faire sur la mémoire des guerres de Vendée dans la tradition monarchiste : cherchez dans l'oeuvre de Maurras, vous n'y trouverez que des propos de circonstances. Curieux, non ?

Ces remarques ne signifient pas que le débat sur la République soit inactuel. Au contraire, le déclin des passions permet aujourd'hui de souligner les questions majeures (1) que je rappelle brièvement.

La première difficulté réside dans la définition même de la République : ou bien il s'agit, selon l'étymologie, de la *res publica*, du bien commun et en ce cas les royalistes sont tout aussi républicains que d'autres ; ou bien la République désigne un type d'institu-

tions, mais alors sa définition devient impossible.

Pourquoi ? Parce la République instituée recouvre tout à la fois le Comité de Salut public, la République parlementaire et sa dégradation en régime d'Assemblée, et la 5^e République. Parce que la République désigne seulement le régime où il n'y pas de roi, définition négative qui ne suffit pas à fonder un État.

LE MANQUE

D'où les difficultés majeures que rencontre depuis deux siècles la tradition républicaine. Le transfert de souveraineté qu'elle accomplit (du roi à la nation) ne garantit pas la démocratie - « découverte » tardive du parti républicain à la fin du siècle dernier. La mise à mort du roi laisse un vide institutionnel qui a été comblé au bout de ... 169 ans par la 5^e République - c'est-à-dire par l'institution d'une monarchie élective. Mais il reste une carence symbolique qui est compensée, dans la mauvaise conscience et dans la contestation quasi-permanente, par une figure « charismatique », par un homme plus ou moins providentiel, au mépris de la vieille tradition républicaine et au risque du culte de la personnalité. La République n'est pas concevable sans les grands hommes que sa tradition vénère et récuse tout à la fois.

Comment dépasser cette contradiction en comblant à la fois le vide institutionnel et le manque symbolique ? Il suffirait de donner une famille royale à la République, comme l'écrivait voici quelques années Régis Debray. Boutade de sa part ? Pas tout à fait. Pirouette de votre éditorialiste ? Du tout ! La *res publica* a besoin d'être incarnée autrement que par la figure abstraite de Marianne, humanisée depuis peu sous les traits d'une star. Mais il faut aussi que le roi devienne l'homme de la fonction républicaine, qu'il soit autrement qu'en paroles le serviteur de l'État et de la nation. Il y faudra les circonstances, mais d'abord la volonté.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. Claude Nicolet, *La République en France*, Seuil, 1992, et ma réponse dans notre n° 576, ainsi que Blandine Kriegel, *La République incertaine*, Quai Voltaire, 1992.